

## BILLET SYNDICAL

## LE RENDEZ-VOUS D'AUTOMNE

Le rendez-vous d'octobre arrive; les syndicats tentent de rassembler les troupes ouvrières et les administrations patronales et étatiques, d'un même mouvement, mijotent quelques attraits-nigauds.

Dans le courant de l'année écoulée, pour faire face aux pressions ouvrières, le patronat et l'Etat-patron ont dû dépasser le pourcentage de 4 % d'augmentation qu'ils s'étaient fixés. Et puis, en l'espace de quelques mois, la vie a brutalement augmenté. Lorsqu'ils feront le bilan économique de LEUR nation, gageons que ces messieurs constateront qu'ils n'ont pas dépassé les 4 % qu'ils s'étaient fixés. Cette fois-ci ils ont utilisé le coup de l'inflation pendant ses périodes de vacances propices à ce genre de mesure.

Et il en va ainsi depuis des années: luttes partielles, grèves d'avertissement sans lendemain, n'aboutissant finalement qu'à rendre plus complexe pour le grand capital le maniement de la classe ouvrière, mais il reste dans les limites de son programme économique qui est, rappelons-le, davantage fondé sur un accroissement de la production, un élargissement du marché que sur une diminution tendancielle du pouvoir d'achat ouvrier.

Alors, à nouveau, allons-nous connaître cette guerre d'escarmouche sans résultat que depuis des années les directions réformistes des syndicats poursuivent.

Cependant, tout révolutionnaire est conscient que sans changement radical des structures économiques et étatiques, sans renversement de la classe capitaliste, les avantages économiques obtenus se voient sans cesse, et par des moyens divers, remis en cause. L'actuelle situation présente des possibilités réelles d'élever le niveau de conscience politique des masses dans une action qui leur redonne confiance en leur propre force.

On parle beaucoup, ces temps derniers, de licenciements touchant des entreprises de moyenne importance. Bien entendu, ni General Motors, ni Remington ne sont de petites firmes, mais les établissements qu'elles ont en France se révèlent avoir un marché trop étroit pour parvenir au niveau de productivité qu'exige déjà le marché européen. Ces licenciements — et cela est vrai aussi pour des entreprises situées dans des régions périphériques — sont un nouvel aspect du Marché européen. Il ne s'agit plus, comme dans un passé récent, d'entreprises désuètes, sans appuis bancaires, mais d'usines dont la production n'atteint pas un nombre suffisant de consommateurs. Cet aspect de la concentration, nous allons le rencontrer de plus en plus dans les années à venir. Les experts bourgeois eux-mêmes prévoient, vers les années 1964, un affrontement à l'échelle des géants de l'automobile. Encore leurs prévisions écartent-elles l'éventualité d'un essoufflement de la production européenne, cependant fort vraisemblable.

Dans la lutte contre les licenciements aucun mouvement limité n'a aucune chance d'aboutir, hormis quelques mois de répit gagnés. Au travers de telles luttes se pose très facilement le problème du contrôle ouvrier sur les capitalistes.

Les nécessités sont donc très claires: IL FAUT EXIGER DU PATRONAT QU'IL OUVRE SES LIVRES DE COMPTE, EXIGER QU'OUVRIERS ET PAYSANS PAUVRES, C'EST-A-DIRE LA TRES GRANDE MAJORITE DES CONSOMMATEURS, DETERMINENT LE PLAN DE PRODUCTION.

Le soutien de ces revendications c'est la lutte, autour de mots d'ordre centralisateurs, sur une perspective affirmée de grands combats; en liant à la lutte contre les licenciements celle pour la baisse réelle du temps de travail sans diminution des salaires.

C'est avec ces idées que les militants révolutionnaires dans les syndicats doivent préparer le rendez-vous d'automne.

L. C.

## RIPOSTE A DES CALOMNIES STALINIENNES

Amsterdam, 19 juin 1962.

Chers Camarades,

Ceci est pour vous informer que Michel Raptis et moi, nous avons sommé, à la date du 12 juin, les journaux stalinien « L'Humanité » et « De Waarheid » à comparaître devant la cour d'Amsterdam, le 19 juillet, pour calomnie et insultes. Ces journaux ont publié le rapport d'une conférence de presse tenue à Berlin-Est par un certain Otto Freitag, qui prétend être un ancien dirigeant de la « Section Allemagne » de la Quatrième Internationale, et membre du Comité Exécutif International de la Quatrième Internationale. Dans le même temps, il aurait été un « agent des services d'espionnage et de provocation dirigé pour le compte des militaristes de Bonn par le nazi Gehlen ». En cette qualité, cet individu, bien sûr complètement inconnu de nous, nous accusait de coopération avec l'agent provocateur hollandais bien connu Joop Zwart (une falsification grossière comme cela s'est vu clairement pendant le procès contre Michel Raptis et moi) et également d'être des « agents du nazi Gehlen ».

Ces calomnies, qui nous rappellent les calomnies contre le Trotskysme et les dirigeants trotskystes pendant les plus noires années du stalinisme, ont pour objectif :

- de contrecarrer les effets du XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. et des révélations sur le rôle de Staline ;
- de contrecarrer l'énorme sympathie montrée par des centaines d'organisations révolutionnaires dans le monde entier vis-à-vis de Michel Raptis et de moi, pour notre aide à la Révolution algérienne ;
- de contrecarrer la critique croissante par les membres des partis communistes, pour le rôle traître joué par leurs direc-

tions, en direction de la Révolution algérienne.

Dans une lettre au comité de rédaction de « L'Humanité », j'écrivais : « Michel Raptis et moi, nous n'avons pas seulement combattu la main dans la main de façon à aider dans l'action la Révolution algérienne, mais également contre une attaque dirigée contre notre mouvement par la plus noire réaction. Par vos calomnies, vous vous faites les complices des ennemis de la Révolution algérienne et du mouvement ouvrier. »

A ce propos, il doit être souligné que l'agent provocateur Joop Zwart commença sa « vie politique » comme agent stalinien. Comme tel, il entra dans le mouvement trotskyste dès les années 30, mais en fut rapidement chassé pour son attitude douteuse. Michel Raptis et moi, nous avons appris après notre arrestation, que notre activité avait été trahie et rapportée à Joop Zwart par un certain Oeldrich, qui travailla également pour la Révolution algérienne. Zwart, bien sûr, nous dénonga aux services secrets. Il n'est pas exclu du tout qu'il le fit en tant qu'agent stalinien. Les « révélations » d'Otto Freitag dans ce cas, sont seulement l'écho de l'action diabolique de l'agent provocateur Zwart. Dans leur lutte contre la Quatrième Internationale, la bureaucratie soviétique et la bourgeoisie impérialiste ont de nombreux intérêts mutuels...

Durant le procès, Michel Raptis et moi, nous n'hésiterons pas à souligner ce point essentiel des calomnies contre nous.

A « L'Humanité » et à « De Waarheid », Michel Raptis et moi, chacun de nous, réclamons 10.000 florins de dommages et intérêts. Nous mettrons cette somme à la disposition d'une œuvre pour enfants algériens.

SAL SANTEN.

DANS LE NUMERO 16 DE

## QUATRIÈME INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International  
LA REVOLUTION ALGERIENNE A L'HEURE DES OPTIONS DECISIVES  
LA REVOLUTION ESPAGNOLE QUI SE PREPARE  
POURQUOI TOUKHATCHEVSKY DEVAIT MOURIR, etc.  
Le numéro 3 NF — Commandes au C.C.P. 12.648-46, P. FRANK  
64, rue de Richelieu

## notes internationales

(Suite de la page 2.)

LES « CHERCHEURS MARXISTES »  
ET LES PROBLEMES ACTUELS  
DU CAPITALISME

Il vient de se tenir à Moscou une conférence des « chercheurs marxistes » qui ne rassemblait que des économistes de stricte obédience des Partis communistes. Nous ne disposons pour le moment que de brèves informations de presse; par conséquent, nos remarques ne peuvent porter que sur ces informations de presse et nous nous réservons de revenir, le cas échéant, sur cette conférence lorsqu'un compte rendu complet en sera donné.

L'objet principal de celle-ci a été une révision des vues jusqu'alors défendues par les P.C., sans toutefois qu'une critique de celles-ci ait été faite. Il n'est plus question de la crise majeure maintes fois annoncée, ni de la paupérisation absolue, etc. Pour la première fois, en 1962, ces chercheurs, dits marxistes, se sont aperçus que le capitalisme en Europe occidentale connaissait une prospérité inattendue, que le Marché Commun n'était pas une simple affaire militaire, qu'une nouvelle unité économique-politique était en voie de constitution. Tous ces problèmes ne datent pas de 1962. La IV<sup>e</sup> Internationale, dans ses Congrès mondiaux de 1957 et de 1960, les avait étudiés, et nous pouvons dire sans vantardise que les analyses et conclusions qui y ont été adoptées sont autrement plus poussées que ce qu'apportent ces « chercheurs » officiels de la bureaucratie de Moscou. Il ne serait pas surprenant que, comme ce fut plus d'une fois le cas pour les révisionnistes, leur tournant s'effectue au moment où le capitalisme européen est en train de s'essouffler.

Ayant ainsi tenté de mettre à jour leurs analyses du monde capitaliste et introduit des notes plus réalistes dans ces analyses, les « chercheurs » en ont tiré des conclusions politiques accentuant le caractère révisionniste de la politique des P.C.

Ils indiquent à juste titre que les ouvriers d'Europe doivent lutter dans le nouveau cadre européen pour empêcher le nivellement par le bas et, au contraire, pour l'extension des conditions des pays les plus élevés aux autres. Mais ils n'apportent aucune réponse politique au problème de l'Europe qui, ils viennent eux-mêmes de le constater, est un produit objectif de la situation internationale. Ils ne font pas une analyse approfondie de celle-ci.

Au lieu de voir dans la réalisation du Marché Commun européen une conséquence du retard de la révolution socialiste en Europe, et par conséquent de poser le mot d'ordre qui ouvrirait une perspective aux luttes des ouvriers européens, à savoir les Etats-Unis socialistes d'Europe, alliés sous une forme appropriée aux Etats ouvriers déjà existants, ils mettent l'accent sur la lutte pour une démocratie plus étendue dans chaque pays.

L'exemple de la France montre qu'une telle politique paralyse la classe ouvrière. Ce ne sont pas ces « chercheurs » qui contribueront à relever le mouvement ouvrier européen.

## R A K O Z I

## EXCLU DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER

Près de six ans après le soulèvement des ouvriers de Budapest contre le pouvoir bureaucratique établi par le stalinien Rakosi, Kadar qui avait commencé par prendre parti pour cette révolution avant de se mettre au service de l'intervention de la bureaucratie de Moscou, exclut du Parti socialiste ouvrier Rakosi, Geroc et dix-sept autres membres. Il leur est reproché leur activité d'avant 1956, à la direction du Parti communiste hongrois (« une politique sectaire et dogmatique », « des procès illégaux », etc.).

On pourrait être surpris et que Rakosi et autres aient été admis dans le parti créé après l'effondrement du P.C. hongrois et qu'il ait fallu tant d'années pour faire une enquête sur des faits déjà évidents à l'époque; rappelons que Rakj avait été réhabilité dans le courant de 1956.

Mais la décision actuelle s'accompagne de l'exclusion du Bureau Politique de K. Kiss, accusé de s'être opposé à la marche des travaux de la commission d'enquête. Après l'écrasement du mouvement des ouvriers de Budapest, Kadar avait reconstitué le parti avec un grand nombre de partisans de Rakosi. Quand, sous la pression des circonstances, il voulut pratiquer une politique plus libérale, il se heurta à un appareil rempli de ceux-ci. Kadar épura son parti en prévision d'un prochain congrès qui, comme tout congrès de la bureaucratie, ne peut être qu'unanime.

En faisant preuve d'un certain libéralisme, Kadar montre aussi la limite de celui-ci. En effet, il a reproché, il y a quelques mois, à Rakosi que, sans lui, « Imre Nagy et son groupe n'auraient jamais pu provoquer la contre-révolution ». La décision actuelle ne condamne pas l'assassinat d'Imre Nagy, à qui on ne peut reprocher aucun crime contre-révolutionnaire, et qui fut seulement débordé par les événements quand les ouvriers de Budapest se soulevèrent dans un mouvement que Kadar à l'époque qualifia de révolution et non de contre-révolution.

Selon les informations qui sont parvenues depuis un certain temps de Budapest, on peut, en Hongrie, enregistrer effectivement un certain libéralisme; des discussions sur certains sujets sont autorisées, mais les événements de 1956 y sont un tabou auquel il ne faut pas toucher. Kadar est obligé de tenir compte de tendances anti-bureaucratiques qui se manifestent à présent à nouveau en Hongrie comme d'ailleurs dans d'autres Etats ouvriers. Il veut en même temps fixer une limite. Mais Kadar, Khrouchtchev et tous les autres khrouchtcheviens, aujourd'hui, par leurs manœuvres libérales, tout comme hier, par des répressions comme celle de Budapest, ne pourront que prolonger le règne bureaucratique, ils n'en assureront pas la pérennité.

## DECLARATION

22 Juillet 1962.

Le Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale a pris connaissance de la résolution du soi-disant « Bureau Latino-Américain de la IV<sup>e</sup> Internationale » du 13 mai 1962, publiée dans « Voz Proletaria » de la première quinzaine de juillet 1962, au sujet de l'arrestation au Pérou de militants argentins, Daniel Percyra et Hugo Bresano, accusés par la police bourgeoise de ce pays d'avoir voulu organiser une insurrection armée des paysans indigènes de la vallée de la Convention.

Il condamne de la manière la plus énergique les qualificatifs de « provocateurs », de « contre-révolutionnaires », d'« agents au service de l'armée péruvienne et de l'impérialisme yankee », utilisés dans cette résolution à l'égard de ces camarades.

Il rappelle que c'est une règle élémentaire du mouvement ouvrier et révolutionnaire de manifester la solidarité à l'égard de toutes les victimes de la répression bourgeoise et de s'abstenir d'accuser ou d'accabler ces victimes alors qu'elles sont dans l'impossibilité de se défendre du fait de leur détention.

Cela n'implique jamais une approbation totale ou partielle de la ligne politique suivie par ces militants, ou des actes qui ont abouti à leur arrestation. Mais cela implique une distinction nette, selon une ligne de classe, entre le camp du mouvement ouvrier et le camp de la réaction impérialiste et capitaliste.

La méthode utilisée par le soi-disant BLA est d'autant plus condamnable que la question de l'insurrection armée est aujourd'hui discutée et expérimentée ardemment par l'avant-garde ouvrière et paysanne dans toute l'Amérique Latine et dans de nombreux autres pays, à la suite de la victoire de la révolution cubaine.

Cela peut, bien entendu, entraîner des militants à commettre des erreurs aventuristes, mais de telles erreurs ne peuvent être corrigées que par des analyses politiques précises. Insulter et calomnier ceux qui déclenchent des actions armées, voilà ce qui ne peut que renforcer ces tendances aventuristes.

Jusqu'ici, seuls les stalinien ont jadis utilisé systématiquement ces méthodes de calomnies contre des adversaires au sein du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, même les dirigeants de nombreux P.C. commencent à abandonner des méthodes partielles, totalement discréditées depuis le XX<sup>e</sup> et le XXII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. Que des militants s'appellent trotskystes, commencent à utiliser ces mêmes méthodes à un tel moment, cela s'explique avant tout par leur extrême sectarisme et leur aveuglement fractionnel, qui les pousse à croire que tout est permis pour « liquider » des adversaires de tendance.

Le Secrétariat international déclare que ces méthodes et la mentalité auxquelles elles correspondent n'ont rien de commun avec la tradition, les principes ou les méthodes bolchevik-léninistes de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il décide de communiquer cette résolution à toutes les organisations se revendiquant du Trotskysme, et à toutes les organisations ouvrières d'Amérique Latine.